

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/9540
S/11303
31 mai 1974

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Vingt-huitième session
Point 22 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Vingt-neuvième session

Note du Secrétaire général

A sa 1254^{ème} séance, le 11 février 1974, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1 (XXX) intitulée "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient". Conformément au paragraphe 9 du dispositif, le Secrétaire général a l'honneur de porter cette résolution à l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

ANNEXE

1 (XXX). Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies, ainsi que par les principes et les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Avant présentes à l'esprit les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 a/,

Rappelant les résolutions pertinentes des Nations Unies concernant la situation dans les territoires occupés et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des habitants des territoires arabes occupés, y compris les résolutions de la Commission des droits de l'homme,

Prenant note des rapports établis par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales humanitaires sur la situation des territoires arabes occupés et de leurs habitants,

Profondément inquiète de la continuation des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales par Israël, dans les territoires arabes occupés, en particulier la destruction de maisons, l'expropriation de biens arabes, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, le pillage du patrimoine archéologique et culturel et l'exploitation des ressources naturelles de ces territoires, ainsi que l'ingérence dans la vie familiale et la liberté et les pratiques religieuses,

Vivement préoccupée par le fait qu'Israël continue d'établir des colonies dans les territoires arabes occupés, applique des programmes d'immigration massive, poursuit la déportation et le transfert de la population indigène et refuse de laisser rentrer dans leurs foyers les réfugiés et les personnes déplacées,

1. Déplore les graves atteintes à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, auxquelles Israël continue de se livrer dans les territoires arabes occupés et que la Commission des droits de l'homme a considérées comme des crimes de guerre et un outrage à l'humanité;

2. Déplore qu'Israël persiste à faire fi des résolutions pertinentes des Nations Unies et à violer les droits de l'homme fondamentaux des habitants des territoires arabes occupés;

a/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973, p. 287.

3. Réaffirme que toutes les mesures prises par Israël pour modifier les particularités physiques, la structure démographique et le statut des territoires arabes occupés, y compris de la ville occupée de Jérusalem, sont nulles et non avenues;

4. Déclare que la politique d'annexion, d'établissement de colonies et de transfert d'une population étrangère dans les territoires occupés, qui est appliquée par Israël, est contraire aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, aux principes et aux dispositions du droit international concernant l'occupation, aux principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi qu'aux droits de l'homme fondamentaux et aux libertés fondamentales de la population;

5. Demande instamment à Israël, une fois de plus, de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que de reconnaître et de respecter les obligations que lui impose la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et d'appliquer toutes les résolutions pertinentes des Nations Unies;

6. Demande en outre instamment à Israël d'arrêter immédiatement l'établissement de colonies dans les territoires arabes occupés et d'annuler toutes les politiques et mesures affectant les particularités physiques et la composition démographique de ces territoires;

7. Réaffirme que la politique d'Israël consistant à installer une partie de sa population et de nouveaux immigrants dans les territoires occupés est une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et des résolutions pertinentes des Nations Unies;

8. Demande instamment à tous les Etats de faire tout leur possible pour obtenir qu'Israël respecte les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et s'abstienne de tous actes et de toutes politiques visant à modifier les particularités physiques et la composition démographique des territoires arabes occupés, en particulier par l'établissement de colonies ainsi que par la déportation et le transfert de la population indigène;

9. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales, de lui donner la plus grande publicité possible et de rendre compte à la Commission des droits de l'homme à sa prochaine session;

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session, en tant que question hautement prioritaire, le point intitulé "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient".